

Envoyé en préfecture le 06/07/2023

Reçu en préfecture le 06/07/2023

Affiché le

ID : 035-213502388-20230626-DCM\_2023\_0227-DE

# 2022

# COMPTES

# ADMINISTRATIFS

# SOMMAIRE

PREAMBULE	2
-----------	---

.....

SYNTHESE BUDGETAIRE	3
---------------------	---

.....

GLOSSAIRE	
-----------	--

.....

# Préambule

Après deux années marquées par la crise sanitaire de la Covid-19, l'année 2022 se caractérise, en l'absence de confinement, par le retour à un niveau d'activité "normal" pour les services de la Ville et une reprise significative de l'inflation, suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. L'entrée dans un cycle de hausse des prix a contribué à déstabiliser l'économie et a fortement éprouvé les budgets locaux, avec une forte hausse des prix des matières premières et de l'énergie impactant également les coûts de prestations et de production ainsi que les taux d'intérêts.

Ce rapport détaille l'exécution budgétaire de l'année 2022, retraçant une activité soutenue tant dans la mise en œuvre des services publics et projets structurants que dans la mise en œuvre d'opérations d'investissement. L'année est notamment marquée par :

- L'ouverture en 2022 du groupe scolaire Simone Veil à La Courrouze ;
- La mise en œuvre coordonnée du schéma directeur énergie et du plan de rénovation thermique des bâtiments communaux avec l'ambition de répondre aux enjeux du changement climatique ;
- La poursuite du projet Alimentation durable avec une substitution des contenants plastiques par d'autres matériaux participant à une restauration durable ;
- La tenue des états généraux de l'égalité, de la vie associative et de l'animal dans la ville dans un objectif de cohésion sociale et de vivre ensemble aboutissant à la révision des chartes d'engagements réciproques ville-association et aux chartes territoriales de cohésion sociale ;
- Un travail de réflexion avec les citoyens rennais sur l'aménagement de la ville à l'horizon 2030 au travers d'ateliers forum urbains ;
- La participation des usagers rennais à la réflexion sur le numérique responsable qui a débuté en 2022 et qui se prolongera en 2023 dans le cadre d'ateliers, de débats, de visites, formations et de cafés numériques permettant de découvrir les grands enjeux environnementaux, éthiques et sociétaux du numérique.

Dans ce contexte, les ratios financiers à l'issue de cette année 2022 de la Ville de Rennes permettent de maintenir les objectifs et la trajectoire financière présentée au budget primitif de l'année 2023.

# Budget consolidé

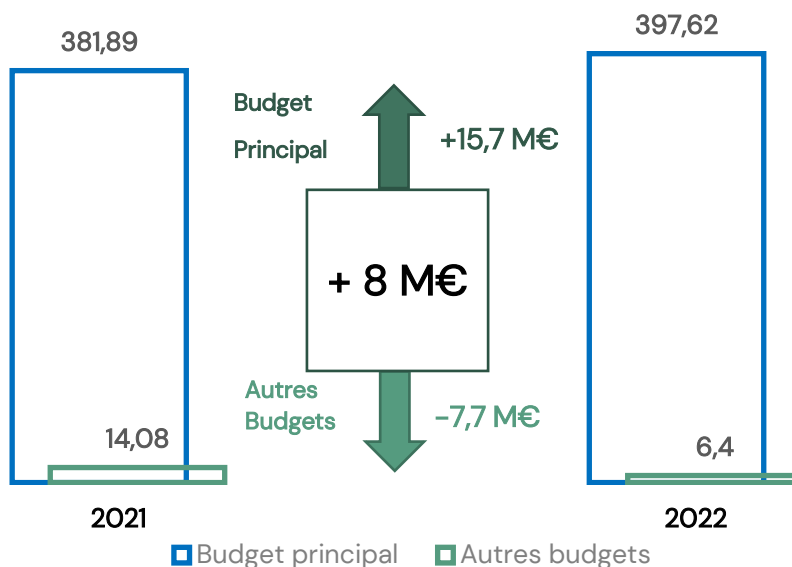
Le compte administratif 2022 consolidé se chiffre à 404 M€, en évolution de 2% par rapport à l'année 2021 soit +8 M€.

Les dépenses consolidées enregistrent une forte hausse (+8 M€) du fait de la progression dynamique des dépenses de fonctionnement du budget principal (+6,9%, soit +19,3 M€) liée à la reprise d'activité post Covid-19 et au contexte de hausse des prix.

L'exécution budgétaire liée aux Zones d'Aménagement Concerté-ZAC est moindre qu'en 2021 (- 7,7 M€). L'activité en régie de pompes funèbres s'est arrêtée courant 2022 et le budget a été clôturé à la fin de l'année.

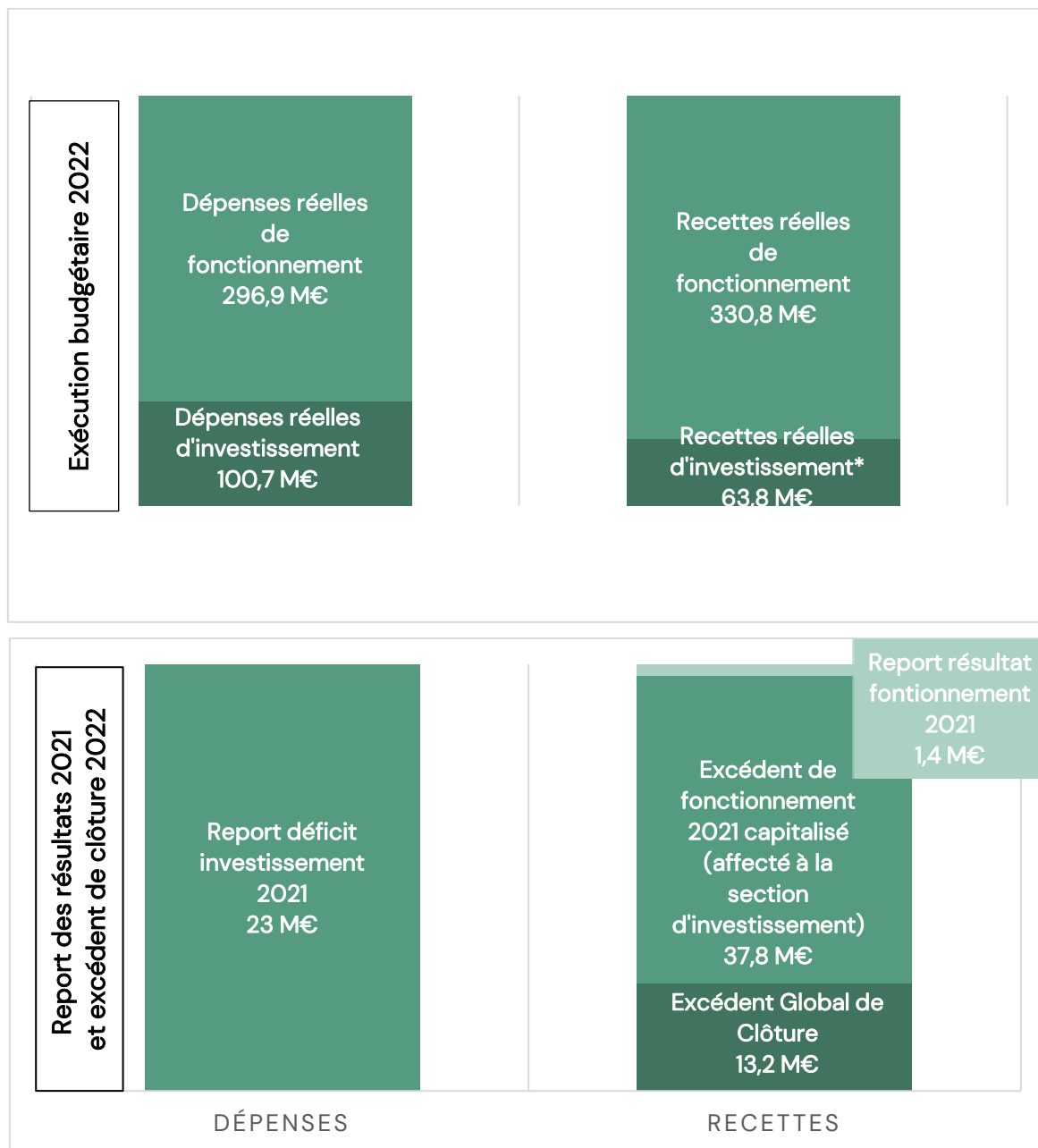
En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Budget consolidé</b>	<b>395,98</b>	<b>404,02</b>	<b>8,0</b>	<b>2%</b>
Budget principal	381,89	397,62	15,7	4%
Fonct.	277,64	296,91	19,3	7%
Invest.	104,25	100,70	- 3,5	-3%
ZAC	13,96	6,38	- 7,6	-54%
Pompes funèbres	0,04	0,01	- 0,03	-71%
Prod. énergie photovoltaïque	0,09	0,01	- 0,07	-85%

CA 2022 - budget consolidé en M€



# Budget principal

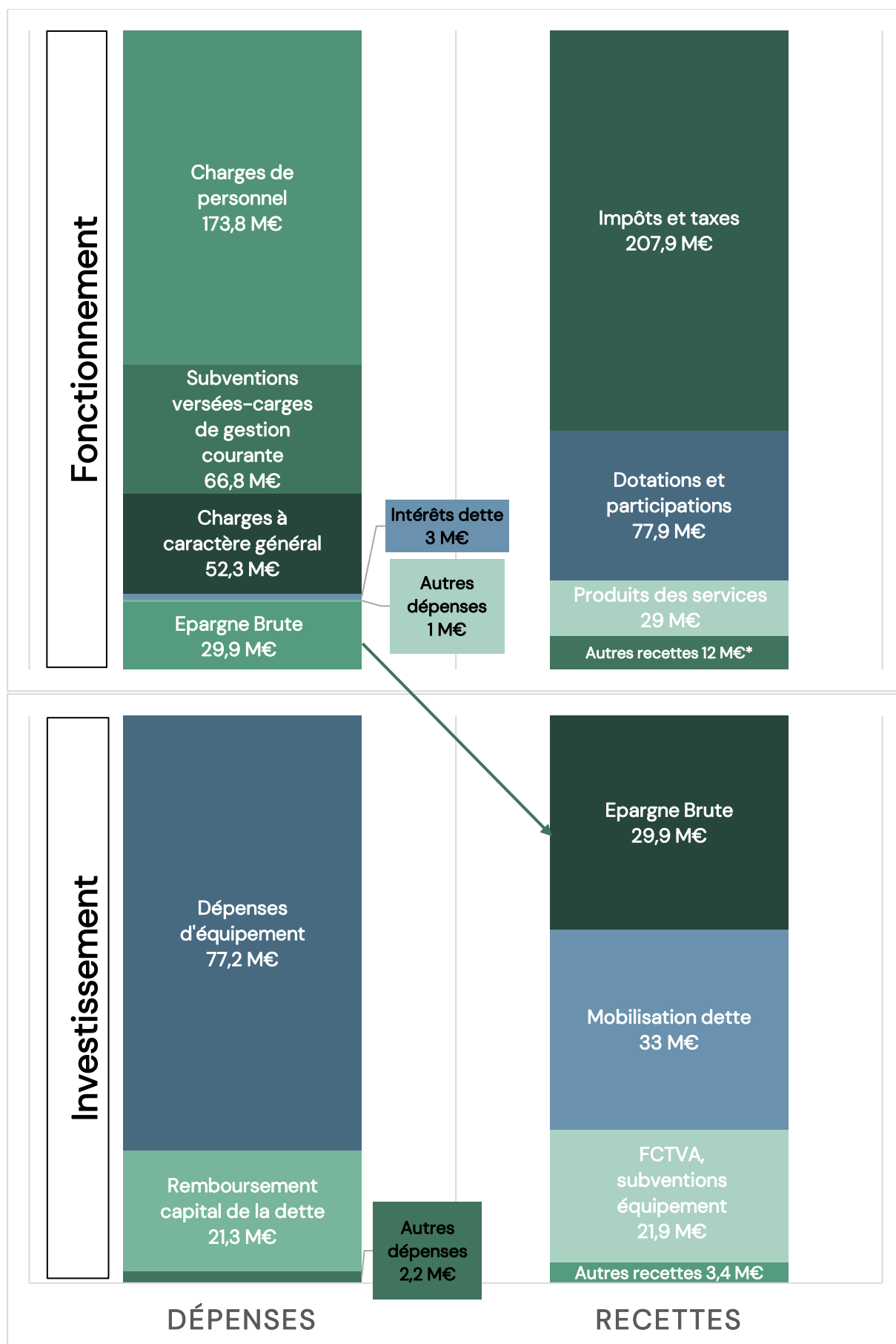
## I. Résultat de clôture 2022



\*Recettes réelles d'investissement avec la mobilisation d'emprunt de 33 M€ et le solde des restes à réaliser de 5,4 M€

L'excédent global de clôture du budget principal 2022 se chiffre à 13,2 M€. Il est constitué des soldes d'exécution par section de +17,21 M€ en fonctionnement et -9,37 M€ en investissement et d'un solde de restes à réaliser excédentaire de 5,4 M€.

## II. Structure du compte administratif 2022 (hors reprise de résultats 2021)



\*Autres recettes et hors produits de cessions

L'épargne brute 2022 dégagée au compte administratif est de 33,8 M€ avec les produits de cession. Hors recettes de cession l'épargne brute s'élève à 29,9 M€.

### III. Analyse de la section de fonctionnement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exé. 2022	Évolution	
<b>Dépenses</b>	<b>277,64</b>	<b>301,20</b>	<b>296,91</b>	<b>98,6%</b>	<b>19,28</b>	<b>6,9%</b>
Charges de personnel	165,60	173,85	173,85	100,0%	8,25	5,0%
Autres charges de gestion courante	64,67	67,26	66,76	99,3%	2,08	3,2%
Charges à caractère général	43,05	55,53	52,29	94,2%	9,24	21,5%
Charges financières	2,90	3,34	3,01	90,1%	0,11	3,9%
Atténuations de produits	0,31	0,59	0,55	92,5%	0,24	78,9%
Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,25	0,30	0,25	83,6%	0,00	0,3%
Charges exceptionnelles	0,46	0,33	0,21	62,2%	-0,25	-54,3%
Dotations aux provisions	0,40	0,00	0,00	/	-0,40	-100,0%
<b>Recettes*</b>	<b>319,06</b>	<b>323,61</b>	<b>326,85</b>	<b>101,0%</b>	<b>7,79</b>	<b>2,4%</b>
Impôts et taxes	201,69	207,58	207,92	100,2%	6,23	3,1%
Dotations et participations	78,22	75,41	77,88	103,3%	-0,33	-0,4%
Produits des services	27,22	29,08	29,00	99,7%	1,78	6,5%
Atténuations de charges	5,17	5,42	5,59	103,2%	0,42	8,1%
Autres produits de gestion courante	5,00	4,68	4,89	104,5%	-0,10	-2,0%
Reprises sur provisions semi-budgétaires	0,60	0,61	0,61	100,0%	0,01	2,4%
Produits financiers	0,27	0,65	0,50	77,4%	0,23	82,7%
Produits exceptionnels*	0,90	0,18	0,46	249,2%	-0,44	-49,1%

\* hors produits de cessions de 3,91 M€ en 2022 et 9,41 M€ en 2021

La hausse des dépenses de fonctionnement est significative en 2022 (+6,9%) et résulte de la reprise d'activité post crise sanitaire de la Covid-19 mais surtout du contexte d'inflation impactant les 3 principaux postes de dépenses<sup>1</sup>, en augmentation de 19,6 M€ soit +7,2%.

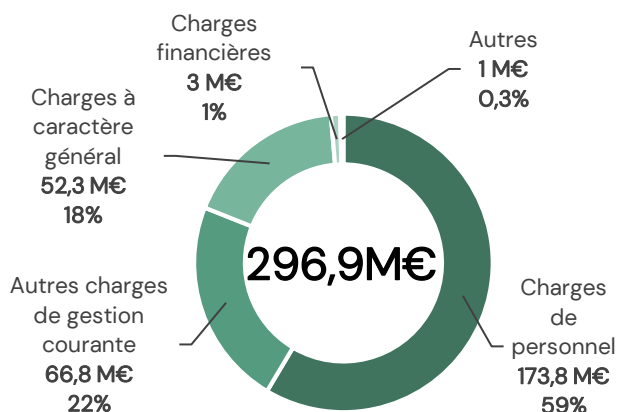
Dans le même temps, la dynamique des recettes fiscales de 3,1 % et le retour à un niveau de produits des services au niveau pré Covid-19 permet une évolution globale des recettes de fonctionnement de +2,4 %, soit +7,79 M€.

Le rapport analyse ci-après ces évolutions par chapitre budgétaire et par politique publiques (pour les dépenses).

<sup>1</sup> Charges de personnel, Autres charges de gestion courantes, Charges à caractère général

## A. Dépenses de fonctionnement

En M€	CA 2021	CA 2022	
<b>Dépenses</b>	<b>277,64</b>	<b>296,91</b>	<b>6,9%</b>
Charges de personnel	165,60	173,85	5,0%
Autres charges de gestion courante	64,67	66,76	3,2%
Charges à caractère général	43,05	52,29	21,5%
Charges financières	2,90	3,01	3,9%
Atténuations de produits	0,31	0,55	78,9%
Frais de fonctt groupes d'élus	0,25	0,25	0,3%
Charges exceptionnelles	0,46	0,21	-54,3%
Dotations aux provisions	0,40	0,00	-100,0%



### 1. Charges de personnel (Ch. 012)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exé. 2022	Évolution	
<b>Dépenses de personnel</b>	<b>165,60</b>	<b>173,85</b>	<b>173,85</b>	<b>100,0%</b>	<b>8,25</b>	<b>5,0%</b>
Masse salariale	129,58	135,91	135,90	100,0%	6,32	4,9%
Autres dépenses du 012	6,49	6,26	6,27	100,2%	-0,22	-3,4%
Remboursement Mutualisation	29,54	31,68	31,68	100,0%	2,15	7,3%

Les dépenses de personnel évoluent de +5%, soit +8,25 M€.

Au niveau de la masse salariale (78% des dépenses en 2022, hors mutualisation), l'impact des mesures nationales en 2022 se décompose de la manière suivante :

- L'augmentation de la valeur du point de 3,5 %, au 1<sup>er</sup> juillet 2022, a engendré une dépense de 1,875 M€ ;
- La revalorisation des grilles de catégorie C, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2022, a eu un impact de 0,585 M€ sur les dépenses de personnel ;
- Le reclassement de la filière médico-sociale, à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022, a entraîné une dépense supplémentaire de 0,17 M€ ;
- Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), a eu un impact significatif et génère une évolution de la masse salariale d'environ 1,37 M€ ;
- Les augmentations successives du SMIC, et par conséquent de l'indice plancher, impliquent une augmentation de 0,69 M€ supplémentaire ;
- Le versement de la prime inflation, en février 2022, aurait dû être neutralisée par une baisse des contributions patronales. L'État n'ayant pu offrir cette modalité, la Ville a perçu des recettes en contrepartie. Le montant global versé est de 0,33 M€ ;
- La mise en œuvre du RIFSEEP (au 1<sup>er</sup> janvier pour les agents de catégorie C et au 1<sup>er</sup> septembre pour les agents de catégorie B et A) a impacté le budget avec une dépense supplémentaire de 0,15 M€.

S'agissant des mesures locales, 50 créations de postes ont été actées par le Conseil Municipal pour un coût en 2022, incluant l'effet report des créations 2021, de 2,4 M€ :



- 25 postes à la Direction de la Petite Enfance ;
- 10 à la Direction de l'Éducation et de l'Enfance ;
- 5 à la Direction Action Territoriale Tranquillité Publique,
- 3 à la Direction de la Culture, 2 à la Direction Solidarité et Santé principalement.

Plusieurs facteurs locaux et changements de périmètre ont par ailleurs eu un impact sur l'évolution de la masse salariale en 2022 :

- La mutualisation ayant eu lieu en cours d'année 2021, un effet report impacte 2022 et se traduit par une baisse de 1,135 M€ de la masse salariale ;
- Le transfert des postes à la Caisse Des Écoles, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, entraîne une baisse des dépenses de 250 K€ ;
- Les crédits dédiés aux agents non permanents ont augmenté par rapport au CA 2021 (450 K€) hors valeur du point et SMIC. Il y a eu une augmentation sur les vacataires et les intermittents de l'Opéra. Par contre, l'appel aux contractuels temporaires, soit sur des postes n'ayant pas de titulaire, soit pour le remplacement des agents en maladie ou maternité, soit pour un accroissement d'activité, est maîtrisée (-200K€).

**Hors masse salariale, on note :**

- Une baisse des allocations retour à l'emploi (-70 K€) ;
- Une stabilité des crédits liés aux prestations et aides fournies aux agents ;
- Enfin, l'acompte de la mutualisation a été augmenté de 1,650 M€ du fait du transfert d'une partie de la masse salariale vers Rennes Métropole. Il prend en compte la mutualisation de nouveaux service au 1<sup>er</sup> juillet 2021, l'effet de la revalorisation de la valeur du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2022 ainsi que l'augmentation mécanique d'une année sur l'autre liée aux variations d'activité des services mutualisés. La régularisation 2021 a été payée en 2022 par la Ville, à hauteur de 496 K€.

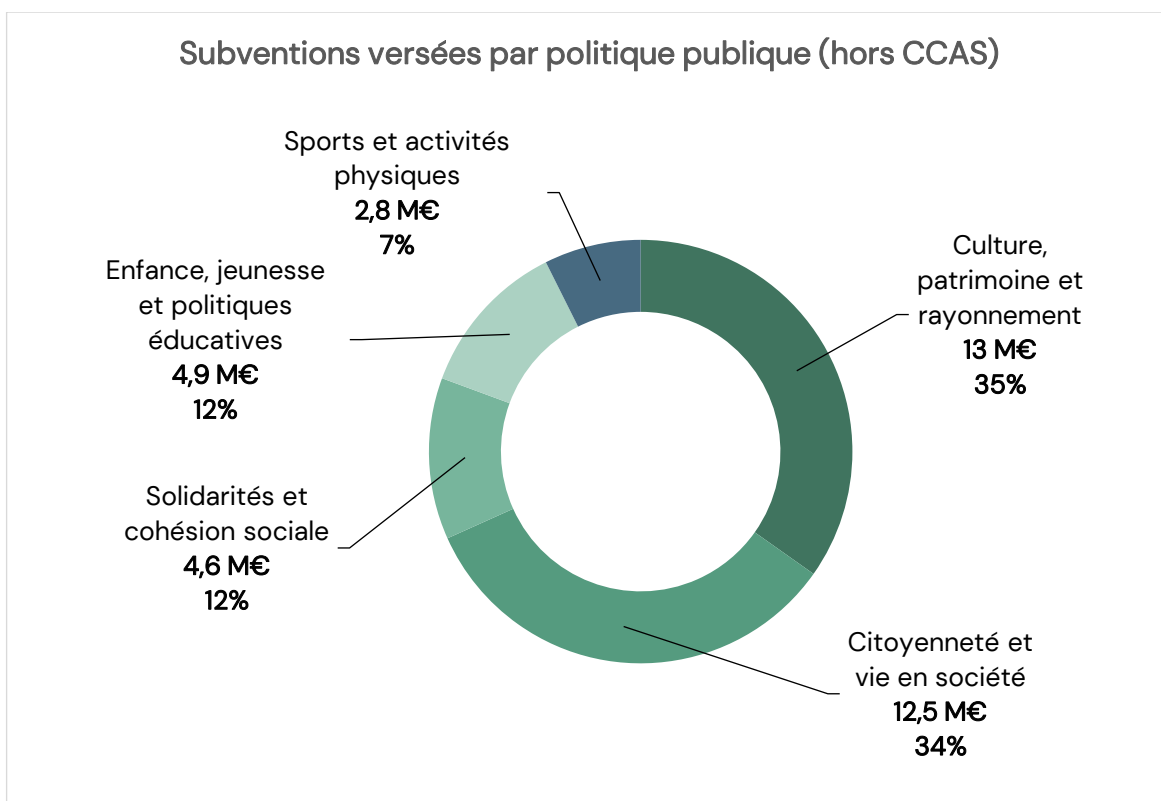
## 2. Autres Charges de gestion courante (Ch. 65)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exé. 2022	Évolution	
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>64,67</b>	<b>67,26</b>	<b>66,76</b>	<b>99,3%</b>	<b>2,08</b>	<b>3,2%</b>
Subventions CCAS	15,85	16,93	16,93	100,0%	1,09	6,8%
Subvention aux tiers	38,56	39,97	39,59	99,0%	1,02	2,7%
Contributions	5,85	5,84	5,82	99,6%	-0,03	-0,5%
Indemnités élu.es	1,37	1,44	1,44	100,0%	0,07	4,8%
Autres	3,05	3,08	2,99	96,9%	-0,07	-2,1%

La plus grosse partie des dépenses enregistrées sur le chapitre Autres charges de gestion courante concernent les subventions versées aux tiers et les contributions :

- **La subvention CCAS est augmentée de +1,09 M€** du fait des évolutions salariales liées à la mise en application de mesures de revalorisation décidées par le gouvernement (point d'indice, Ségur, revalorisation du SMIC) mais aussi de la hausse des prix des fluides ;
- **La contribution obligatoire à l'enseignement privé est quasi-stable à 3,45 M€ (+20 K€) ;**

- Après retraitement des baisses exceptionnelles intervenues en 2021, l'évolution des subventions aux associations est de +885 K€ soit +2,2 %.



### 3. Charges à caractère général (Ch. 011)

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exé. 2022	Évolution	
<b>Charges à caractère général</b>	<b>43,05</b>	<b>55,53</b>	<b>52,29</b>	<b>94,2%</b>	<b>9,24</b>	<b>21,5%</b>
Dont fluides	7,28	13,65	13,59	99,5%	6,30	86,5%
Dont alimentation	4,88	5,79	5,76	99,5%	0,88	18,0%
Autres	30,88	36,08	32,94	91,3%	2,06	6,7%

L'évolution des charges à caractère général de +21,5 % soit 9,24 M€ entre 2021 et 2022 est **significative** du fait du retour à une activité normale après la crise sanitaire mais surtout de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie :

- **Le poste fluides enregistre une forte hausse (+6,3 M€)**, avec une évolution de +94,4 % pour le poste gaz et électricité (+4,67 M€) et de 86,4% (+1,29 M€) pour le chauffage urbain ;
- **Les dépenses d'alimentation, doublement impactées par un retour d'activité en année pleine et la reprise de l'inflation, progressent de 879 K€, soit +18%**. Cette hausse intègre également la progression de la part de produits durables dans la

<sup>2</sup> Le soutien au secteur associatif a fait l'objet en 2021 de baisses exceptionnelles et ciblées de subventions (303 K€ au total) au regard du niveau de trésorerie élevé affiché par certaines associations, résultant du ralentissement de l'activité pendant la crise sanitaire COVID-19. Les fonds dégagés sont venus alimenter un fonds de solidarités Covid-19 permettant d'apporter un soutien complémentaire aux associations en difficulté. Les niveaux de subventions 2022 des associations contributrices au fonds ont été remis à leur niveau initial en 2022.

politique d'achat de la Ville de Rennes mais également une évolution de la fréquentation des cantines scolaires.

Outre ces 2 postes de dépenses, l'évolution des charges à caractère général recouvre notamment :

- **Des variations liées à la périodicité de certaines activités ou événements** : année de production en régie de spectacles par l'opéra dans le cadre de l'accord de co-production avec Angers-Nantes-Opéra (+570 K€) ; édition 2022 d'Exporama sans exposition au Couvent des Jacobins des œuvres de la fondation Pinault (-710 K€ par rapport à l'édition 2021) ;
- **Le retour en année pleine de certaines activités ou dispositifs** : retour du contrat de prestation avec le Stade Rennais à un niveau pré-Covid de 992 K€ (baisse de 600 k€ en 2021 résultant de la moindre activité 2020) ;
- **Le lancement de nouveaux projets, l'approfondissement de projets existants ou l'organisation d'événements spécifiques** : dispositif Terre de jeux dans le cadre des JO 2024 (+44 K€), organisation des états généraux de l'égalité (+26 K€), organisation des états généraux de la vie associative et création de la charte de la cohésion sociale et révision de la charte des engagements réciproques (+31 K€), renforcement des prestations de médiation sociale (+47 K€).

#### 4. Charges financières (ch.66)

	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exé. 2022	Évolution	
<i>En M€</i>						
Charges financières	2,90	3,34	3,01	90,1%	0,11	3,9%

Les charges financières s'établissent à 3,01 M€ en 2022, soit +3,9%. Les dépenses d'intérêts de la dette s'élèvent à 2,97 M€ contre 2,89 M€ en 2021. L'impact de la progression de l'encours de la dette (258,9 M€ au 1er janvier 2022) est pour partie compensé par la baisse du taux moyen d'intérêt (faibles taux des prêts réalisés en 2021).

#### 5. Atténuation de produits, frais de fonctionnement des groupes d'élus, charges exceptionnelles et dotation aux provisions (Ch.014-656-67-68)

	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exé. 2022	Évolution	
<i>En M€</i>						
Atténuations de produits	0,31	0,59	0,55	92,5%	0,24	78,9%
Frais fonct groupes d'élus	0,25	0,30	0,25	83,6%	0,00	0,3%
Charges exceptionnelles	0,46	0,33	0,21	62,2%	-0,25	-54,3%
Dotations aux provisions	0,40	0,00	0,00	/	-0,40	-100,0%

- **Atténuations de produits** : hausse des dégrèvements sur la taxe d'habitation des logements vacants (+227 K€) ;
- **Les frais de fonctionnement des groupes d'élus sont stables** ;
- **La baisse des charges exceptionnelles** s'explique par l'intégration en 2021 de la participation de la Ville de Rennes à la couverture du déficit d'exploitation de

Destination Rennes (188 K€) lié à l'exposition Pinault et un niveau plus important d'annulations de titres de recettes émis les années antérieures (+52K€) ;

- **Les dotations aux provisions 2021 couvraient le risque de 2 redressements**, CAF et URSSAF, pour 400 K€. La reprise de ces provisions a été réalisée en 2022 (cf. Infra reprise sur provisions) suite au dénouement de ces redressements d'un montant de 142 K€ pour l'URSSAF et 84 K€ pour la CAF.

## B. Dépenses par politiques publiques

Les dépenses de fonctionnement sur les périmètres opérationnels des politiques publiques<sup>3</sup> progressent de +11,67 M€ pour atteindre 115,6 M€, soit une hausse de +11,2 % entre 2021 et 2022.

### Culture, patrimoine et rayonnement

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Culture, patrimoine et rayonnement</b>	<b>19,42</b>	<b>20,12</b>	<b>0,70</b>	<b>3,6%</b>
Autres charges de gestion courante	15,97	16,46	0,48	3,0%
Charges à caractère général	3,45	3,66	0,21	6,2%

- **Équipements culturels (4,81 M€) :**
  - Musée des Beaux-Arts : exposition d'été sur la thématique de la fête (+130 K€) ;
  - Opéra : année de production en régie rennaise de 4 spectacles lyriques dans le cadre de l'accord de co-production avec Angers-Nantes-Opéra (+596 K€).
- **Soutien à la vie culturelle et artistique (14,13 M€ dont 14,06 M€ de subventions) :**
  - Soutien renforcé au TNB (+68 K€) et aux tombées de la Nuit (+98 K€) ;
  - Amorçage de l'activité de l'Hôtel à projet Pasteur (+105 K€) ;
  - Ouverture du nouvel équipement de L'Antipode (+52 K€) ;
  - Soutien aux résidences d'artistes pour Ay-Roop (+21 K€) et le CCNRB (+14 K€).
- **Relations internationales (763 K€) :**
  - Aide exceptionnelle à l'Ukraine (30 K€).

<sup>3</sup> Hors charges de personnel et opérations comptables et financières

## Pilotage de l'action publique

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Pilotage de l'action publique</b>	<b>30,47</b>	<b>39,23</b>	<b>8,77</b>	<b>28,8%</b>
Charges à caractère général	26,61	35,13	8,53	32,0%
Autres charges de gestion courante	3,86	4,10	0,24	6,3%

- **Stratégie immobilière (18,2 M€ dont 13,5 M€ de fluides) :** hausse des prix de l'énergie (+6,2 M€), taxe foncière (1,3 M€, soit +257 K€) et mise en œuvre du schéma directeur énergie (+60 K€).
- **Logistique (11,02 M€) :**
  - o Denrées alimentaires (5,7 M€, soit +879 K€) : fort impact de la reprise de l'inflation ;
  - o Actions en faveur d'une restauration responsable dont projet de substitution de contenants plastiques vers des contenants inox ou bio-sourcés et le réemploi (+120 K€) ;
  - o Entretien du parc d'engins et de véhicules et le carburant : montant stable à 1,92 M€.
- **Ressources humaines (3,14 M€) :**
  - o Frais de voyages et déplacements : hausse (+50 k€) liée au retour à une activité normale des services après la crise sanitaire ;
  - o Accompagnement pour mise en place de la prévention des risques psychosociaux (+19K€) ;
  - o Études et accompagnement sur la mise en place d'une brigade incivilité (+38 K€).
- **Communication (2,56 M€) :** reprise de l'activité protocolaire (à l'exception des cérémonies des vœux 2022), des actions de communications et de l'évènementiel (+250 K€) dans un contexte de sortie de crise sanitaire.
- **Informatique et numérique (1,75 M€) :**
  - o Mise en place d'un conseil citoyen du numérique (+30 k€).
- **Prospective, évaluation et politiques temporelles (78 K€) :**
  - o Processus d'évaluation des dispositifs du contrat de ville notamment par une enquête de perception des habitants (1 500 enquêtes dans les quartiers prioritaires de la ville et 300 hors QPV).

## Solidarités et cohésion sociale

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Solidarités et cohésion sociale</b>	<b>21,18</b>	<b>22,49</b>	<b>1,31</b>	<b>6,2%</b>
Autres charges de gestion courante	20,28	21,55	1,27	6,3%
Charges à caractère général	0,90	0,94	0,04	4,7%

- **Action sociale et accompagnement des publics (20,3 M€) :**
  - Progression de la subvention au CCAS (16,93 M€) du fait notamment de l'impact des mesures de revalorisation salariales (revalorisation du point d'indice, Ségur de la santé) ;
  - Portrait de territoire et diagnostic participatif dans le cadre du projet Ville amie des aînés (+20 K€).
- **Politique de la ville, lutte contre les discriminations, égalité, laïcité (992 K€) :**
  - Hausse du montant de l'aide au dispositif d'accès aux loisirs Sortir ! dans un contexte de reprise activité post Covid-19 (+180 K€) ;
  - Préfiguration du projet partenarial de la création de la Maison des femmes ;
  - Organisation des états généraux de l'égalité (+26 K€) et accompagnement sur la stratégie d'intégration de l'objectif d'égalité dans les projets.
- **Prévention et promotion de la santé (1,04 M€) :**
  - Définition de la charte "Animal en ville" ;
  - Assises du handicap ;
  - Dispositif Noz'ambule de prévention (alcoologie et addictologie) en direction des jeunes, qui organise une présence sociale sur l'espace public en centre-ville afin de réduire les risques liés aux pratiques festives informelles.

## Citoyenneté et vie en société

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Citoyenneté et vie en société</b>	<b>14,51</b>	<b>14,89</b>	<b>0,38</b>	<b>2,7%</b>
Autres charges de gestion courante	12,42	12,86	0,44	3,5%
Charges à caractère général	2,09	2,03	-0,05	-2,6%

- **Vie associative de proximité (11,9 M€) :**
  - o Subventions aux associations (11,82 M€) ;
  - o Organisation des états généraux de la vie associative, création de la charte de la cohésion sociale et révision de la charte des engagements réciproques (31 K€).
- **Démocratie locale et vie des quartiers (1,2 M€) :**
  - o Accueil des rencontres européennes de la participation ;
  - o Reconduction de l'opération "Cet été à Rennes" proposant des animations de proximité dans les quartiers.
- **Commerce de proximité et action commerciale (873 K€) :**
  - o Acte II du plan d'action commerce de centre-ville ;
  - o Renforcement du maillage commercial de proximité, en lien avec les opérations d'aménagement urbain dans les quartiers ;
  - o Concertation sur la mobilité et l'apaisement des espaces publics du centre-ville.
- **Tranquillité publique et prévention des risques (809 K€) :**
  - o Renforcement des prestations de médiation sociale dans les quartiers et l'été (piscines) (+47 K€) ;
  - o Équipements police municipale : fin de l'opération suite au renforcement des effectifs en 2021 (-44 K€).
- **Prestations citoyenneté (118 K€) :**
  - o Organisation des élections présidentielles en 2022.

## Aménagement durable et solidaire

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Aménagement durable et solidaire</b>	<b>0,48</b>	<b>0,48</b>	<b>0,00</b>	<b>-0,4%</b>
Charges à caractère général	0,47	0,47	0,00	0,2%
Autres charges de gestion courante	0,01	0,01	0,00	-18,6%

- **Aménagement urbain (+284 K€) :**
  - o Concertation projet Rennes 2030 : organisation de forums urbains.
- **Coordination du développement et de la gestion du Réseau FOR (199 K€)**



## Enfance, jeunesse et politique éducative

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Enfance, jeunesse et politique éducative</b>	<b>10,70</b>	<b>10,42</b>	<b>-0,28</b>	<b>-2,6%</b>
Autres charges de gestion courante	8,32	7,95	-0,37	-4,5%
Charges à caractère général	2,20	2,30	0,10	4,4%
Atténuations de produits	0,18	0,17	-0,01	-4,0%

- **Temps scolaire (5,73 M€) :**
  - o Contribution obligatoire à l'enseignement privé (3,45 M€) ;
  - o Fournitures et équipements pédagogique (+72 K€) ;
  - o Soutien renforcé à la Caisse des Ecoles pour le dispositif "Cités éducatives" (+43 K€).
- **Temps périscolaire et extra-scolaire (1,96 M€) :**
  - o Financement des tiers partenaires pour l'animation (964K€).
- **Petite enfance (1,53 M€) :**
  - o Soutien aux structures d'accueil associatives (1,26 M€), en baisse de 651 K€ du fait du changement de méthode pour la perception de la PSU attribuée par la CAF (versement directe aux structures)
  - o Ouverture de 24 places au sein de la crèche plein air "La Clé des Champs" (+28 K€)
- **Jeunesse (1,18 M€ dont 1,16 M€ de subventions) :**
  - o Financement des projets jeunes (+27 K€).

## Sports et activités physiques

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Sports et activités physiques</b>	<b>4,81</b>	<b>5,55</b>	<b>0,73</b>	<b>15,2%</b>
Autres charges de gestion courante	3,35	3,45	0,10	3,0%
Charges à caractère général	1,46	2,09	0,63	43,1%

- **Animation sportive et soutien aux clubs (3,62 M€ dont 2,39 M€ de subventions accordées) :**
  - o Stade Rennais : retour du contrat de prestation à 992 K€ (baisse de 600 k€ en 2021 résultant de la moindre activité 2020) ;
  - o Terre de jeux : animations et projets dans le cadre de l'accueil des JO 2024 en France (+44 K€).
- **Équipements sportifs (1,23 M€)**
- **Manifestations sportives (699 K€) :** reprise des manifestations en sortie de crise sanitaire dont "Tout Rennes Court" (+290 K€)



## Qualité des espaces publics

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Qualité des espaces publics</b>	<b>2,33</b>	<b>2,39</b>	<b>0,06</b>	<b>2,6%</b>
Charges à caractère général	2,28	2,35	0,06	2,8%
Autres charges de gestion courante	0,04	0,04	0,00	-6,6%

- **Jardins et biodiversité (1,04 M€) :**

- Maintenance des espaces verts (942 K€) : budget maîtrisé tout en intégrant de nouveaux espaces à entretenir ;
- Mise en œuvre de la charte de l'arbre, coordination du Conseil local de la biodiversité et conventionnement avec les acteurs locaux de la biodiversité (agro campus, LPO, Bretagne vivante, GREITA).

- **Propreté publique (814 K€) :**

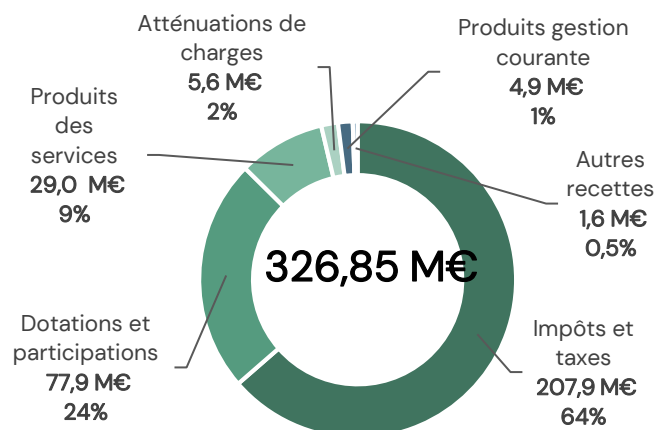
- Propreté et fêtes : prestations de propreté "verticale" d'enlèvement de tags et affichages (+80K€, soit +28,7%) ;
- Définition du nouveau plan triennal de propreté.

- **Gestion du domaine public, des espaces de circulation et déplacements doux (540 K€) :**

- Stationnement : communication sur l'évolution de la circulation et du stationnement en lien avec la mise en service de la ligne b et l'évolution des prestations de gestion des horodateurs (maintenance, transactions automatiques) (+80 K€)

## C. Recettes de fonctionnement

En M€	CA 2021	CA 2022	Év°
<b>Recettes</b>	<b>319,06</b>	<b>326,85</b>	<b>2,4%</b>
Impôts et taxes	201,69	207,92	3,1%
Dotations et participations	78,22	77,88	-0,4%
Produits des services	27,22	29,00	6,5%
Atténuations de charges	5,17	5,59	8,1%
Autres produits de gestion courante	5,00	4,89	-2,0%
Reprises sur provisions semi-budgétaires	0,60	0,61	2,4%
Produits financiers	0,27	0,50	82,7%
Produits exceptionnels	0,90	0,46	-49,1%



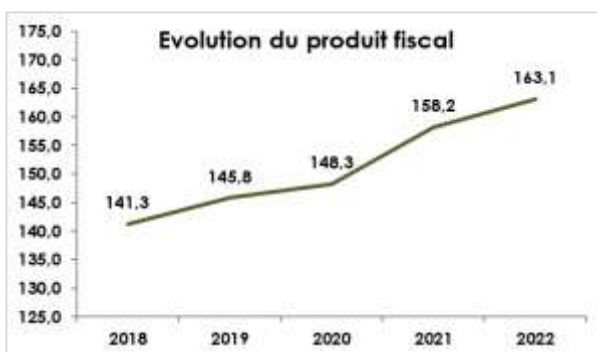
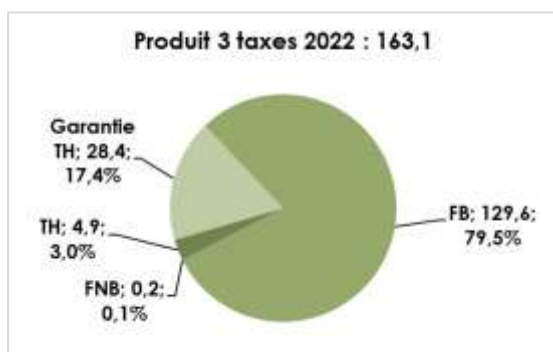
### 1. Impôts et taxes (Ch.73)

Les impôts et taxes perçus par la Ville se sont élevés en 2022 à 207,9 M€ contre 201,7 M€ en 2021 soit une évolution de + 3,1%.

#### Évolution des impôts et taxes

en M€	2021	2022	Évolution
Produit 3 taxes	158,19	163,10	4,91 3,1%
Reversement RM	19,41	20,86	1,45 7,5%
Droits de mutation	15,74	15,99	0,25 1,6%
FPIC	2,85	2,96	0,11 3,8%
Autres fiscalités et taxes	5,49	5,01	-0,48 -8,8%
<b>Total</b>	<b>201,69</b>	<b>207,92</b>	<b>6,23 3,1%</b>

#### PRODUIT FISCAL « TROIS TAXES »



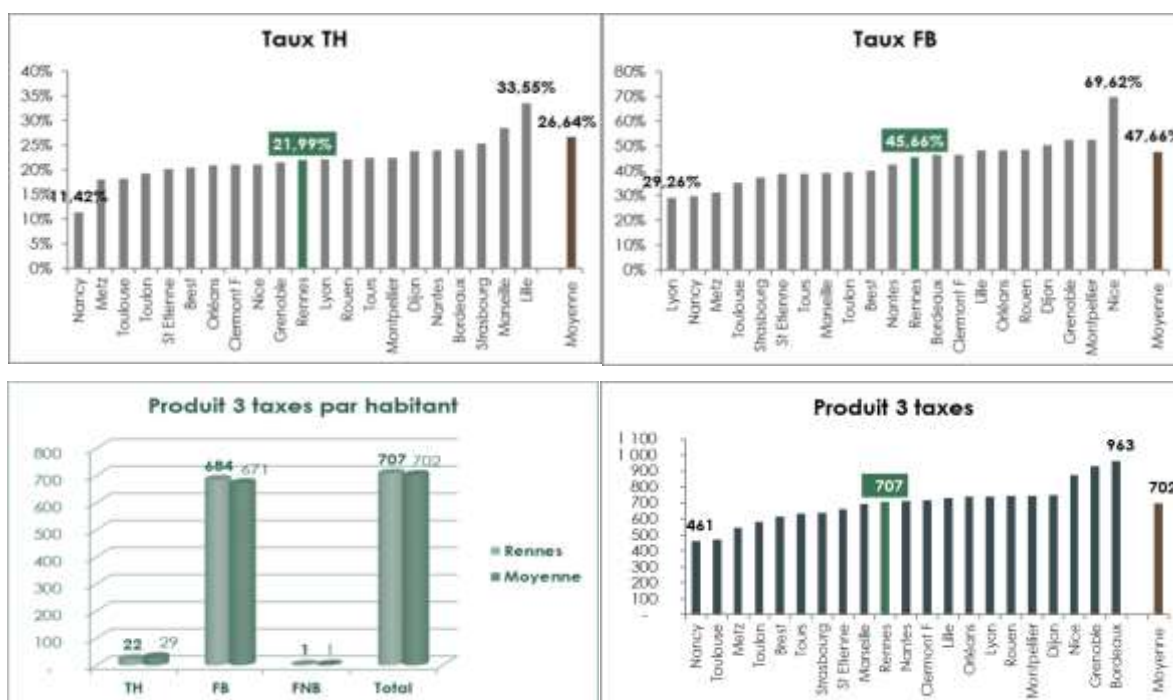
Le produit fiscal trois taxes<sup>4</sup> s'est élevé à 163,1 M€ en 2022, soit +3,1% par rapport à 2021 du fait de la croissance physique et de la revalorisation forfaitaire des bases mais aussi de la prise en compte des rôles supplémentaires et du coefficient correcteur mis en place suite

<sup>4</sup> Taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties

à la suppression de la taxe d'habitation en 2021 en complément du transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties

<b>Croissance physique des bases</b>	<b>+1,3%<sup>5</sup></b>					
	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>Moyenne</b>
	0,9%	0,9%	1,3%	-2,6%	1,3%	<b>0,3%</b>
<b>Revalorisation forfaitaire des bases</b>	<b>+3,4 % pour les locaux d'habitation</b> <b>+ 1,1% pour les locaux commerciaux et professionnels</b>					

Le produit fiscal rennais par habitant est légèrement supérieur à celui constaté dans les autres villes centres de métropole<sup>6</sup> (707 € contre 702 € soit +0,8%), le taux d'imposition étant un peu plus faible pour la TH et le FB.



## AUTRES RECETTES FISCALES, REVERSEMENTS ET DISPOSITIFS DE PEREQUATION

### → Reversements Rennes Métropole :

- 7,4 M€ au titre de l'attribution de compensation,
- 13,4 M€ au titre de la dotation de solidarité territoriale (DSC) dont l'enveloppe globale a été revalorisée par Rennes Métropole avec une évolution des critères d'attribution.

### → Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) : 2,96 M€ contre 2,85 M€ en 2021.

<sup>5</sup> 1 416 habitations et 323 locaux professionnels neufs imposables en 2022 contre 1 265 habitations et 49 locaux professionnels neufs en 2021

<sup>6</sup> Les données fiscales 2022 consolidées par la Direction générale des finances publiques n'étant pas disponibles à la date de rédaction du présent rapport, la comparaison de la fiscalité ménage de la Ville de Rennes avec celle des autres villes centre de métropoles ne peut être faite que pour l'année 2021.

- **Les produits liés à la taxe communale additionnelle sur les Droits de Mutation à titre Onéreux (DMTO)** profitent du maintien de la dynamique sur le marché immobilier en 2022 pour atteindre 16 M€, soit +0,2 M€ par rapport à 2021,
- **Diverses recettes fiscales<sup>7</sup>** : 5 M€, en baisse de 0,5 M€ du fait d'un reclassement en produits des services des facturations des occupations du domaine public.

## 2. Dotations et participations (Ch.74)

### LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

La dotation globale de fonctionnement perçue par la Ville de Rennes en 2022 est en progression de +2,1% contre +1,4% constaté en 2021.

Évolution des dotations				
En M€	2021	2022	Évolution	
Dotation forfaitaire	38,59	39,06	0,47	1,2%
+ DSU	11,85	12,45	0,60	5,0%
+ DNP	3,07	3,16	0,08	2,7%
<b>= DGF</b>	<b>53,52</b>	<b>54,67</b>	<b>1,15</b>	<b>2,1%</b>
+DSI	0,014	0,001	-0,001	-39,8%
+DGD	0,88	0,88	0,00	0,0%
<b>Total</b>	<b>54,40</b>	<b>55,55</b>	<b>1,15</b>	<b>2,1%</b>

Au sein de la DGF, il est à noter :

- **La progression de la Dotation de solidarité urbaine (DSU)** de près de +5% car la Ville bénéficie de la réforme de cette dotation qui prévoit, depuis 2017, un nouveau dispositif de répartition de l'abondement national qui lui est favorable ;
- **L'évolution positive de la dotation nationale de péréquation (DNP)**, essentiellement du fait de la hausse de la valeur du point qui sert de base au calcul de la dotation.

### COMPENSATIONS

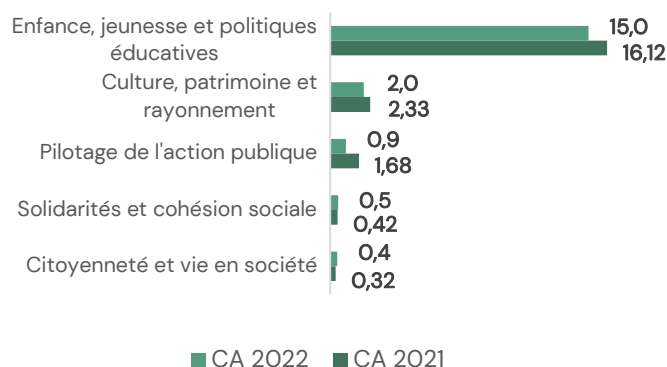
Les compensations versées par l'Etat progressent de +0,6 M€, du fait principalement de l'évolution des exonérations de taxe foncière.

### PARTICIPATIONS

<sup>7</sup> Taxe sur la consommation finale d'électricité, taxe sur la publicité extérieure...

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
<b>Participations</b>	<b>20,89</b>	<b>18,79</b>	<b>-2,10</b>	<b>-10%</b>
CAF-MSA	13,56	12,58	-0,98	-7%
Petite enfance	9,57	10,14	0,58	6%
Enfance	3,97	2,41	-1,56	-39%
Jeunesse	0,03	0,03	0,00	-11%
État	4,78	4,25	-0,54	-11%
Conseil	1,58	1,53	-0,05	-3%
Départemental				
Région	0,49	0,20	-0,29	-59%
Mécénat culturel	0,19	0,15	-0,04	-20%
Autres	0,30	0,08	-0,22	-73%

#### Participations par politiques publiques (en M€)



**Les participations perçues en 2022 sont en baisse de 2,1 M€, du fait principalement du versement en 2021 des aides exceptionnelles de soutien attribuées dans le cadre de la crise sanitaire (solde du financement par l'ARS des centres de vaccination pour 233 K€, fonds de compensation billetterie de l'Opéra pour 250 K€ etc.)**

→ **Les aides de la CAF et de la MSA constituent la recette la plus importante (12,58 M€).**  
Elles sont réparties entre :

- Le financement PSU des places de crèches pour 10,4 M€. La recette évolue en 2022 en lien avec la réouverture des crèches en année pleine en 2022 ;
- Le financement des temps périscolaires (essentiellement pause méridienne) à hauteur de 2,4 M€. L'année 2021 comptabilisait des retards de notification et ajustement des années précédentes justifiant la variation à la baisse de 1,58 M€.

→ **Second contributeur, l'État a soutenu en 2022 :**

- La politique petite enfance à hauteur de 1,19 M€ ;
- Le fonds de dotation éducation pour le maintien de la semaine de 4,5 jours (698 K€) ;
- Le financement de plusieurs dispositifs et coûts RH (contrats CUI et apprentissage, aides pour l'accompagnement à l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés, postes ANRU et inclusion numérique) pour 562 K€ ;
- Des projets et équipements culturels au titre des subventions DRAC (887 K€).

→ **Le Conseil Départemental contribue au titre :**

- De l'égalité des chances en soutenant l'accueil social dans les crèches municipales pour 434 K€ ;
- Du contrat de territoire en soutenant des projets culturels pour 729 K€, le contrat urbain de cohésion sociale ainsi que le dispositif « Sortir! » pour 27 K€.

La Région soutient essentiellement l'opération « Opéra sur écran » et, au titre de 2021, l'exposition d'été d'art contemporain d'œuvres de la Fondation Pinault au couvent des jacobins.

### 3. Produits des services et du domaine

En M€	CA 2021	CA 2022	évolution	Quote-Part
<b>Produits des services et du domaine</b>	<b>27,22</b>	<b>29,00</b>	<b>1,78</b>	<b>100%</b>
Redevances enfance –petite enfance	8,94	9,12	0,19	31%
Occupation du domaine public	5,80	7,41	1,61	26%
Remboursements de frais	6,10	5,35	-0,75	18%
Redevances sportives et culturelles	2,38	3,36	0,98	12%
Réseau FOR	1,70	1,45	-0,25	5%
Autres	0,85	0,86	0,00	3%
Fourrière	0,82	0,82	0,00	3%
Concession cimetières	0,64	0,63	-0,01	2%

Le niveau des produits des services et du domaine a été réduit pendant 3 années du fait de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

- **La hausse constatée en 2022 (+1,78 M€) atteste de la réouverture en année pleine des équipements scolaires, sportifs et culturels et de la reprise des recettes de stationnement payant sur voirie.** La Ville a toutefois fait le choix de ne pas augmenter les tarifs de la restauration scolaire, dans un contexte de forte pression sur le pouvoir d'achat des ménages du fait de la reprise de l'inflation.
- **La baisse des recettes des remboursements de frais s'explique par :**
  - Une recette de régularisation de la mutualisation du personnel avec Rennes Métropole plus importante en 2021 (832 K€ contre 433 K€ en 2022) et des mises à disposition de personnel moins importantes en 2022 (-232 K€) ;
  - Des refacturations de fournitures au CCAS moindres du fait de la fin de la crise sanitaire (-228 K€) ;
  - Une baisse du nombre de facturations locatives en lien avec la gestion patrimoniale (+150 K€) ;
  - Des remboursements de frais d'études par les budgets annexes de ZAC moins importants (-458 K€).

### 4. Autres produits de gestion courante-Reprises sur provision-Produits exceptionnels et financiers (Ch.75-76-77-78)

En M€	CA 2021	CA 2022	Évolution	
Autres produits de gestion courante	5,00	4,89	-0,10	-2,0%
Reprises	0,60	0,61	0,01	2,4%
Produits financiers	0,27	0,50	0,23	82,7%
Produits exceptionnels	0,90	0,46	-0,44	-49,1%

- **Les autres produits de gestion courante (Ch.75)** comptabilisent principalement Le revenu des immeubles en progression de + 583 K€ pour atteindre 4,8 M€ en 2022 (réduction de loyers en 2021 dans le cadre de la crise sanitaire, nouvelles prises à bail et taux d'indexation plus élevé), les redevances de concessionnaires, stables à 95 K€ (DSP des équipements Le Liberté, Le Blizz et la Maison des associations)

ainsi que les autres produits qui, en 2021, intégraient une recette importante de coproduction de spectacles de l'Opéra dans le cadre de coopération avec Angers Nantes Opéra.

- **Les produits financiers** (Ch.76) intègrent en 2022 des dividendes de la SEM Territoires et développement pour 499 K€.
- **Les produits exceptionnels** (Ch.77 hors produits de cession) recouvrent diverses annulations de mandats et des indemnisations-pénalités.
- **Les reprises sur provisions** concernent en 2022 pour 400 K€ les montants provisionnés pour les contrôles CAF et URSSAF et la variation à la baisse de la provision pour risques de créances impayées dont le montant fin 2022 est de 505 K€.

## D. Chaîne de l'épargne

En M€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits de fonctionnement	287,8	293,8	303,0	300,1	317,3	325,3
<i>évolution annuelle</i>		2,1%	3,1%	-1,0%	5,7%	2,5%
- Charges de fonctionnement	253,3	256,7	262,7	264,8	273,9	293,7
<i>évolution annuelle</i>		1,4%	2,3%	0,8%	3,4%	7,2%
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>34,6</b>	<b>37,1</b>	<b>40,4</b>	<b>35,4</b>	<b>43,4</b>	<b>31,6</b>
+ Produits exceptionnels	3,8	3,0	4,4	2,2	1,8	1,6
- Charges exceptionnelles	2,0	3,4	2,0	0,8	0,9	0,2
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>36,3</b>	<b>36,8</b>	<b>42,8</b>	<b>36,8</b>	<b>44,3</b>	<b>32,9</b>
- Intérêts	3,1	3,0	3,2	3,1	2,9	3,0
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>33,2</b>	<b>33,7</b>	<b>39,6</b>	<b>33,7</b>	<b>41,4</b>	<b>29,9</b>
- Capital	11,1	9,1	8,7	16,2	18,6	21,3
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>22,1</b>	<b>24,6</b>	<b>30,9</b>	<b>17,4</b>	<b>22,8</b>	<b>8,6</b>
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>4,7</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>6,9</b>	<b>6,3</b>	<b>9,0</b>

Le niveau d'autofinancement de la Ville diminue en 2022 avec une épargne brute de 29,9 M€ au lieu de 41,4 M€ en 2021.

La capacité de désendettement<sup>8</sup> s'établit à 9 années contre 6,3 ans en 2021, du fait de la hausse sans précédente et non compensée des prix de l'énergie qui a pesé sur l'épargne et de la progression de l'encours de dette de 258,9 M€ à 270,6 M€.

Pour rappel, l'épargne brute était prévue au ROB 2022 (février 2021) à 31,8 M€ et la capacité de désendettement à 8,5 années : si les recettes de fonctionnement sont plus élevées de 8,3 M€, les dépenses de fonctionnement sont supérieures de 10,2 M€.

La capacité d'épargne (épargne brute / recettes de fonctionnement) passe de 13% en 2021 à 9% en 2022.

<sup>8</sup> Encours de dette / épargne brute



## IV. Section d'investissement

### A. Dépenses d'investissement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution	Évolution	
Dépenses d'investissement	104,3	114,9	100,7	87,7%	-3,6	-3,4%
Dépenses d'investissement hors emprunt	85,6	92,9	79,4	85,5%	-6,2	-7,3%
Dépenses d'équipement	78,6	90,1	77,2	85,7%	-1,4	-1,8%
Participations et immob. Financières	6,1	2,1	1,7	80,5%	-4,5	-72,5%
Autres dépenses d'investissement	0,8	0,6	0,5	71,8%	-0,4	-44,9%
Remboursement d'emprunt	18,6	22,0	21,3	96,9%	2,7	14,4%

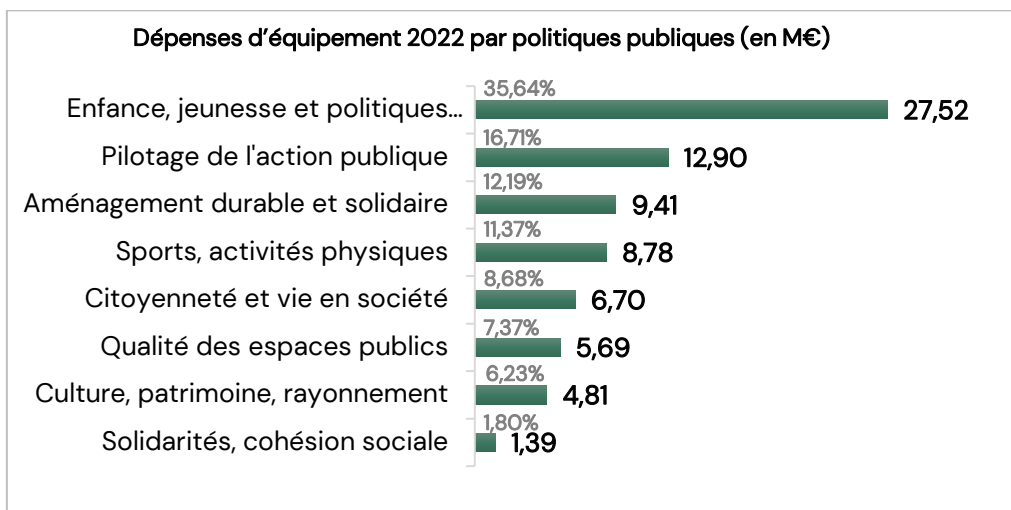
Les dépenses réelles d'investissement hors remboursement d'emprunt s'élèvent à 79,4 M€ en 2022, soit -6,2 M€ par rapport à 2021 du fait de la baisse des participations financières et, dans une moindre mesure, de la baisse des dépenses d'équipement qui représentent l'essentiel des dépenses d'investissement (78,8%) et sont détaillées par politiques sectorielles dans la suite de ce rapport (point 1). L'année 2022 se caractérise par un taux d'exécution élevé en investissement, à 87,7%, soit 4,5 points au-dessus de celui constaté en 2021.

Le montant des participations financières, en baisse de 4,5 M€ en 2022, est très variable d'une année sur l'autre. L'évolution est essentiellement due à un versement important intervenu en 2021 auprès de Territoires publics afin de financer le parc et l'aménagement des berges de la ZAC Baud Chardonnet (5,69 M€). En 2022 ces dépenses portent notamment sur :

- La capitalisation de l'Agence France Locale (0,4 M€) en lien avec la stratégie de diversification des sources de financements ;
- Le rachat d'actions de la SEMTCAR devenue SPL Trajectoires (0,4 M€) ;
- L'acquisition de parts sociales de la SPLA Territoires Publics dans le cadre d'une augmentation de capital (0,2 M€) ;
- Une participation à Territoires publics pour financer les travaux primaires de la ZAC EuroRennes (0,1 M€).

Les opérations sous mandat qui retracent les travaux réalisés par la Ville pour le compte de la Métropole, s'élèvent à 0,5 M€ en 2022 et ont vocation à être intégralement remboursées par la Métropole.

## 1. Les dépenses d'équipement (périmètre APCP Ch.20-21-204-23)



### Enfance, jeunesse et politiques éducatives

	CA 2021	CA 2022	Évolution
	14,05	27,52	13,47
Temps scolaire	13,19	26,50	13,31
Temps périscolaire	0,48	0,51	0,02
Accueil de la petite enfance	0,23	0,36	0,14
Temps extrascolaire	0,15	0,15	0

- **Travaux de construction et de réhabilitation du patrimoine scolaire : 23,7 M€, soit +12,8 M€ par rapport à 2021, du fait notamment des chantiers des groupes scolaires Simone Viel (10,5 M€), Toni Morrison (7,4 M€) et Miriam Makeba (4,4 M€) ainsi que la réhabilitation de l'école élémentaire Torigné (1,2 M€).**
- **Travaux de rénovation courante : 1,8 M€.**
- **Acquisition de matériels et de mobiliers (1,3 M€) à destination des écoles pour 1, M€ et des restaurants scolaires pour 0,3 M€.**

### Pilotage de l'action publique

	CA 2021	CA 2022	Évolution
	15,57	12,90	-2,67
Stratégie et gestion immobilière	8,33	6,70	-1,63
Gestion et développement du système d'information	4,71	3,71	-1,0
Logistique	2,14	2,19	0,05
Gestion et développement système de données territoriales	0,19	0,13	-0,06
Communication	0,14	0,09	-0,04
Ressources humaines	0,05	0,07	0,02
Stratégie et gestion financière	0,01	0,01	0

- **Investissements informatiques : 3,7 M€.** La direction des services numériques étant mutualisée entre la Ville et la Métropole, ces dépenses sont composées pour l'essentiel d'une participation versée à Rennes Métropole qui s'établit à 3,6 M€ en 2022.
- **Logistique : 2,2 M€** portant sur les acquisitions des véhicules et engins (1,4 M€) et des mobiliers et matériels (0,6 M€).

- **Pilotage énergétique des équipements** : 2,7 M€ qui incluent notamment les travaux de rénovation thermique réalisés sur l'élémentaire Guyenne (0,63 M€).
- **Diverses opérations de construction et de restructurations de locaux des services** : 2,8 M€ dont la construction d'un local technique à la Courrouze pour 0,5 M€, la restructuration du bâtiment de la place Pasteur pour 0,4 M€ ainsi que des acquisitions et installations de bâtiments modulaires pour 1,4 M€.

### Aménagement durable et solidaire

	CA 2021	CA 2022	Évolution
	10,40	9,41	-0,99
Aménagement urbain	9,84	8,91	-0,92
Développement urbain	0,56	0,50	-0,06

- **Aménagement** : 6,46 M€ incluant les participations d'équilibre versées à Territoires Publics pour l'aménagement des ZAC Centre ancien (2,8 M€) et Maurepas Gayeulles (1,0 M€) ainsi qu'une participation de 2,0 M€ au budget annexe de la Ville "ZAC Blosne Est". Un fonds de concours de 0,4 M€ a également été versé à Rennes Métropole dans le cadre du projet Vallée de la Vilaine.
- **Réserves foncières** : 2,5 M€.
- **Développement urbain** : 0,5 M€ pour les travaux d'infrastructures télécom du réseau FOR.

### Sports et activités physiques

	CA 2021	CA 2022	Évolution
	7,00	8,78	1,78
Équipements sportifs	6,90	8,66	1,77
Animation sportive et soutien aux clubs	0,11	0,12	0,01

- **Travaux de construction et réhabilitation des équipements sportifs** : 6,7 M€ dont 1,8 M€ pour la réhabilitation du gymnase de Beauregard, 1,46 M€ pour la rénovation thermique de la piscine de Bréquigny, 1,45 M€ pour la rénovation du pôle Ovalie et 0,7 M€ pour la réhabilitation de la piste d'athlétisme synthétique du stade Courtemanche.
- **Travaux de rénovation courante du patrimoine sportif** : 1,4 M€.
- **Acquisitions de matériels sportifs** : 0,5 M€.

### Citoyenneté et vie en société

	CA 2021	CA 2022	Évolution
	10,09	6,70	-3,39
Démocratie locale et vie des quartiers	8,11	5,40	-2,71
Vie associative de proximité	1,46	0,31	-1,15
Tranquillité publique et prévention des risques	0,40	0,91	0,51
Prestations citoyenneté	0,09	0,00	-0,08
Commerce de proximité et action commerciale	0,05	0,08	0,04

- **Équipements de quartier** : 3,91 M€ incluant principalement le pôle associatif du Blosne (3,3 M€) ainsi que l'Antipode à La Courrouze (0,6 M€).

- **Budgets participatifs : 1,2 M€.** Les principaux projets financés en 2022 portent sur la création d'un espace détente et loisirs à Gros Malhon (0,23 M€), le développement des activités sportives au stade Courtemanche (0,19 M€) et la création d'un jardin chinois au parc de Maurepas (0,16 M€).
- **Maison des femmes sur le site CHU Hôpital Sud : 0,6 M€.**
- **Vidéoprotection (équipements) : 0,3 M€.**

### Qualité des espaces publics

	CA 2021	CA 2022	Évolution
	<b>8,94</b>	<b>5,69</b>	<b>-3,25</b>
Gestion du domaine public et des espaces de circulation	5,07	2,56	-2,51
Jardins et biodiversité	3,66	2,91	-0,75
Propreté publique	0,14	0,20	0,06
Développement des déplacements doux	0,07	0,02	-0,05

- **Gestion du domaine public : 2,6 M€** incluant les travaux réalisés sur les abords des stations de métro ligne b pour 1,0 M€ et les acquisitions d'horodateurs en lien avec l'extension du périmètre du stationnement payant pour 0,7 M€.
- **Jardins et de la biodiversité : 2,9 M€** parmi lesquels 0,9 M€ concernent le projet des prairies de Rennes et 0,2 M€ le développement de l'agriculture urbaine.

### Culture, patrimoine et rayonnement

	CA 2021	CA 2022	Évolution
	<b>10,99</b>	<b>4,81</b>	<b>-6,18</b>
Patrimoine	9,87	3,54	-6,33
Équipements culturels	0,82	0,84	0,02
Soutien à la vie culturelle et artistique	0,29	0,42	0,13
Relations internationales, coopération et rayonnement	0,01	0,01	0,00

- **Construction du nouveau conservatoire au Blosne : 1,7 M€.**
- **Jardins des portes Mordelaises : 0,8 M€.**
- **Travaux d'entretien et de modernisation des équipements culturels : 0,9 M€**

### Solidarités et cohésion sociale

	CA 2021	CA 2022	Évolution
	<b>1,58</b>	<b>1,39</b>	<b>-0,19</b>
Handicap et accessibilité	0,84	0,63	-0,22
Action sociale et accompagnement des publics	0,35	0,73	0,38
Politique de la ville, lutte contre les discriminations, égalité femmes-hommes et laïcité	0,23	0,02	-0,21
Prévention et promotion de la santé	0,14	0,01	-0,13

- **Travaux de mise en accessibilité des bâtiments publics : 0,6 M€.**
- **Travaux de rénovation de l'ESC Villejean : 0,2 M€.**
- **Soutien partenarial : 0,3 M€** portant essentiellement une participation à Archipel Habitat pour la réhabilitation des locaux de la ludothèque et d'un espace d'accueil de jeunes enfants à Maurepas.

## B. Les recettes d'investissement

En M€	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	Taux exécution	Évolution	
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>60,3</b>	<b>76,1</b>	<b>58,4</b>	<b>76,7%</b>	<b>-2,0</b>	<b>-3,3%</b>
<b>Recettes d'investissement hors emprunt</b>	<b>15,3</b>	<b>34,3</b>	<b>25,4</b>	<b>74,0%</b>	<b>10,0</b>	<b>65,3%</b>
FCTVA	8,9	8,1	8,1	100,0%	-0,8	-8,7%
Subventions d'investissement	5,2	19,3	13,7	70,8%	8,5	164,6%
Immobilisations financières	0,0	3,9	3,1	77,8%	3,1	/
Autres recettes d'investissement	1,3	2,9	0,5	17,1%	-0,8	-60,7%
<b>Emprunt</b>	<b>45,0</b>	<b>41,9</b>	<b>33,0</b>	<b>78,8%</b>	<b>-12,0</b>	<b>-26,6%</b>

Hors affectation du résultat et mouvements neutres liés à la gestion de trésorerie

**Les recettes d'investissement hors emprunt s'élèvent à 25,4 M€ en 2022**, en forte progression par rapport à 2021 (+10,0 M€) du fait de la hausse des subventions et des immobilisations financières qui viennent plus que compenser les diminutions constatées sur les autres recettes.

- **Les subventions reçues s'élèvent à 13,7 M€, soit +5,2 M€ par rapport à 2021.** Cette évolution dynamique s'explique notamment par un nouveau dispositif d'aide à la relance de la construction durable qui s'inscrit dans le cadre du plan France Relance et qui s'élève, en 2022, à 5,4 M€ (dont 0,9 M€ ont été perçus au titre de 2021). Les autres subventions portent notamment sur :
  - Le versement par l'aménageur de la ZAC Maurepas Gayeulles (Territoires publics) d'une participation de 1,9 M€ pour financer l'Espace Social Commun Simone Iff (anciennement ESC Maurepas) ;
  - La réalisation du nouveau conservatoire au Blosne, pour un montant total de 1,3 M€ (dont 0,8 M€ de l'État et 0,5 M€ de la Métropole) ;
  - Les travaux réalisés sur les groupes scolaires (financements FSIL) dont Toni Morisson (0,45 M€), Champion De Cicé (0,36 M€), Volga (0,29 M€) et Torigné (0,2 M€) ;
  - Un fonds de concours de 0,5 M€ versé par Rennes Métropole afin de financer l'acquisition d'horodateurs en lien avec le déploiement du stationnement payant ;
  - La rénovation thermique de la piscine de Bréquigny (0,4 M€ issus du FSIL).
- **Les immobilisations financières intègrent le remboursement par Territoires Publics d'une avance de trésorerie de 3,0 M€.**
- **Le FCTVA (8,1 M€) diminue en 2022 (-0,8 M€) alors même que les dépenses d'équipement ont peu évolué entre 2020 et 2021<sup>9</sup>.** Cette baisse s'explique par la réforme du dispositif intervenue au 1er janvier 2021 qui, tout en automatisant le processus, a exclu de certaines dépenses qui étaient auparavant éligibles à ce fonds. La Ville est particulièrement impactée par l'exclusion des dépenses d'agencements et d'aménagements de terrains.
- **Enfin, 33 M€ d'emprunts nouveaux ont été encaissés en 2022.**

<sup>9</sup> le FCTVA est versé avec un décalage d'un an par rapport aux dépenses associées

## C. La dette

### L'ENCOURS DE DETTE

Au 31 décembre 2022, l'encours de dette au budget principal s'élève à 270,6 M€.

La durée résiduelle moyenne de la dette est de 9 ans et 1 mois et la durée de vie moyenne de 6 ans et 4 mois.

Le taux moyen est de 1,39%. Près de 46% de la dette relève de l'obligataire (125 M€).



En 2022, la ville a remboursé 21,3 M€ sur le budget principal et mobilisé 33 M€ :

- 18 M€ auprès de l'AFL (Agence France Locale) : Euribor 3 mois + 0,35% sur 15 ans ;
- 10 M€ auprès de La Banque Postale : TF 3,26% sur 5 ans ;
- 5 M€ auprès de la BPGO : TF 2,89% sur 15 ans.

### L'ANNUITÉ DE LA DETTE

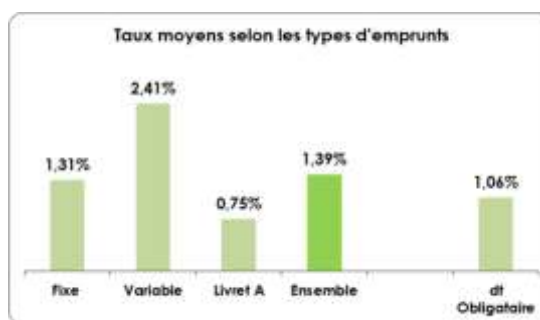
L'annuité de la dette 2022 est en progression par rapport à 2021, du fait de l'augmentation de l'encours

Elle s'élève à 24,3 M€ contre 21,6 M€ en 2021, le capital remboursé comprenant comme en 2021 un amortissement de 10 M€ de capital obligataire.

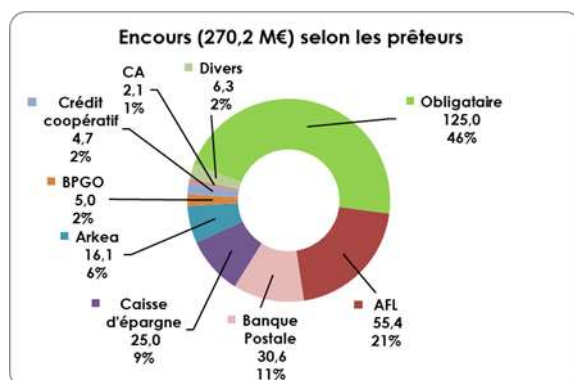
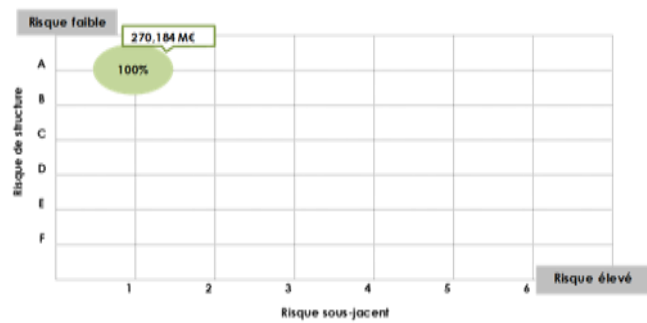
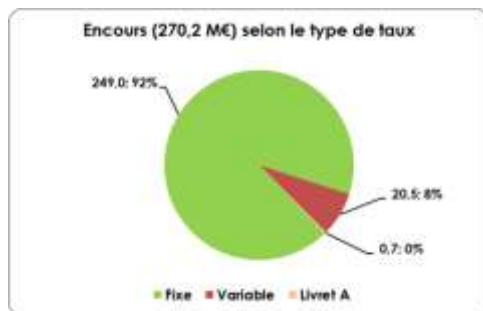


### LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS SELON LES TAUX ET LES PRÊTEURS

Au 31 décembre 2022, le taux moyen de l'encours est de 1,39%. Ce taux baisse régulièrement depuis quelques années du fait du contexte économique international (près de 2,0% en 2017).



L'encours est à 92% en taux fixe, le reste de la dette étant indexé en taux variable (Euribor, Tam/Tag) ou Livret A. L'ensemble de la dette relève de la catégorie A1 sans risque de la Chartre Gissler.



L'obligataire représente encore 46% de l'encours (dernières émissions en 2019).

L'AFL, à laquelle la ville a adhéré en 2021, est le 1er partenaire bancaire, suivie de la Banque Postale et de la Caisse d'Épargne.



# Budgets annexes

## I. Budgets annexes de Zone d'Aménagement Concerté-ZAC

La politique d'aménagement urbain de la Ville de Rennes repose sur la création de zones d'aménagement concerté (ZAC) qui sont au nombre de 24 dont 15 gérées en régie (dont un lotissement) et 9 concédées à l'aménageur Territoires.

Les activités des ZAC et du lotissement en régie sont retracées au sein de budgets annexes individualisés. Les travaux d'aménagement du foncier destiné à être cédé sont retracés en comptabilité de stock de terrains aménagés à l'exception de ceux des ZAC Lorient-Saint Brieuc, Atalante-Villejean et Atalante-Champeaux (terrains inscrits à l'actif de leur budget annexe).

En consolidé, les réalisations 2022 de ces budgets se chiffrent à 6,38 M€ en dépenses et 8,46M€ en recettes conduisant à une diminution du déficit consolidé 2022 des zones d'aménagement.

mouvements réels en M €	Date prévisionnelle de clôture	CA 2022			
		Dépenses d'aménage ment	Recettes d'aménage ment	Résultat de clôture 2021 reporté	Résultat de clôture 2022
ZAC TAUVERAIS	2022	0,01	0,00	1,14	1,13
LOTISSEMENT VICTOR RAULT	2023	0,18	0,00	2,48	2,30
ZAC PORTE DE ST MALO	2023	0,01	0,00	-7,08	-7,09
ZAC ATALANTE CHAMPEAUX	2024	0,09	0,00	6,58	6,49
ZAC ATALANTE VILLEJEAN	2024	0,01	0,00	1,46	1,46
ZAC NORMANDIE SAUMUROI	2024	0,25	0,00	0,29	0,04
ZAC PLAISANCE	2024	0,41	0,00	-0,35	-0,76
ZAC MS LORIENT ST BRIEUC	2025	0,31	0,31	0,48	0,48
ZAC ARMORIQUE	2026	0,41	2,78	-0,73	1,63
ZAC BRASSERIE SAINT HELIER	2026	0,18	0,05	-0,49	-0,61
ZAC ILOT OCTROI	2027	0,55	0,00	-1,01	-1,56
ZAC MADELEINE	2027	0,34	0,00	0,70	0,36
ZAC BLOSNE EST (1)	2030	1,75	2,00 (1)	-9,26	-9,02
ZAC BOIS PERRIN	2030	1,34	0,00	-4,19	-5,54
ZAC HAUT SANCE	2030	0,53	3,33	-1,47	1,33
<b>Total</b>		<b>6,38</b>	<b>8,46</b>	<b>-11,46</b>	<b>-9,37</b>

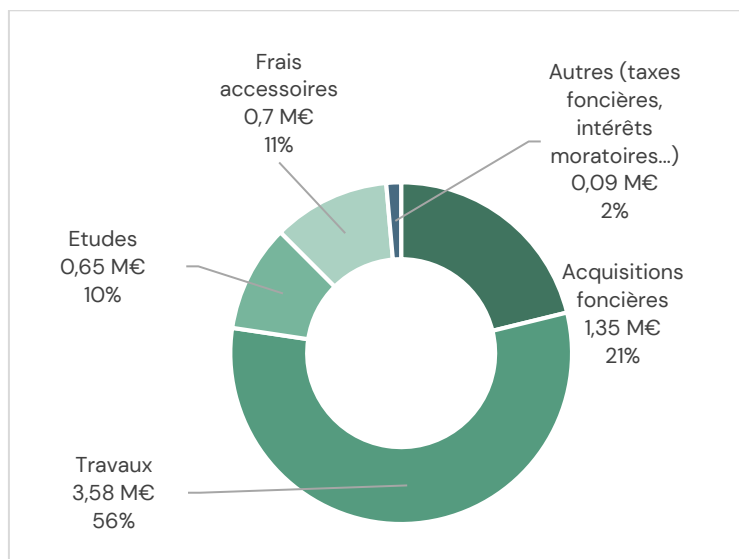
(1) Dont participation du budget principal versée au budget annexe

### Clôtures de ZAC :

- La ZAC Patton/secteur Taveris a été clôturée avec un résultat comptable excédentaire de 1,13 M€ qui sera repris lors du budget supplémentaire 2023 au budget principal.



Le volume de dépenses d'aménagement 2022 de 6,38 M€ se ventile par postes comme suit :



**La majorité des dépenses (65,5%) concernent 4 opérations en cours d'aménagement** (Bois Perrin, Blosne Est, Haut Sancé et Ilot de l'Octroi) :

- Rachat de foncier auprès de l'Etablissement Public Foncier de la tranche 2 pour Bois Perrin. Ce poste est en diminution, le foncier étant en très grande partie maîtrisé sur les opérations gérées en régie ;
- Travaux de dépollution, de déconstruction concernant principalement la ZAC Blosne-Est (déconstruction de parkings) ainsi que des travaux de voirie, de viabilisation, de réseaux divers et d'espaces verts pour l'ensemble des ZAC (à l'exception des ZAC Tauvrais et Atalante-Villejean)
- Participation au titre du contrat de revitalisation artisanale et commerciale de la ZAC Blosne Est (0.5M€ au titre des frais accessoires) ;
- Missions de maîtrise d'œuvre urbaine et d'impact principalement pour Blosne Est et Armorique.

**Les recettes d'aménagement 2022 concernent pour près de 70% les ventes de terrains aménagés ( 5,9 M€ )** relatives aux ZAC Armorique, Haut Sancé et Lorient-Saint Briec (vente du dernier lot).

**Des participations de promoteurs immobiliers et subventions** ont été également perçues pour **0,5 M€** pour les ZAC Haut Sancé et Brasserie Saint Hélier.

**A ceci s'ajoutent 2 M€ de participation par le budget principal** à la couverture du déficit prévisionnel de la ZAC Blosne-Est, opération de renouvellement urbain.

## II. Budget annexe pompes funèbres

Le budget annexe de gestion des pompes funèbres a été clôturé en 2022. L'activité s'est arrêté au 1<sup>er</sup> semestre 2022. L'excédent constaté fin 2022 de 13 301 € sera repris au budget principal lors de la reprise des résultats dans le cadre du budget supplémentaire 2023.

### Section de fonctionnement

En €	CA 2021	Budgété 2022	CA 2022	taux exécution	Évolution	
<b>Dépenses</b>	<b>42 830</b>	<b>29 366</b>	<b>12 362</b>	<b>42%</b>	<b>-30 468</b>	<b>-71,1%</b>
Charges à caractère général	5 606	16 246	1 231	8%	- 4 375	-78,0%
Frais de personnel	37 222	13 000	11 131	86%	-26 091	-70,1%
<b>Recettes</b>	<b>55 675</b>	<b>29 366</b>	<b>25 663</b>	<b>87%</b>	<b>-30 012</b>	<b>-53,9%</b>
Produits des services	54 430	16 500	12 817	78%	-41 613	-76,5%
Excédent reporté N-1	1 245	12 846	12 846	100%	11 601	931,8%

Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 12 362 € soit un taux d'exécution de 42 % des crédits inscrits. La baisse de 71,1 % entre 2021 et 2022 s'explique par la fin de l'activité de fossoyage en régie à partir du 1<sup>er</sup> mai 2022.

En recettes, les prestations d'inhumations et d'exhumation sont en diminution de 30 012 € entre 2021 et 2022 suite à la fin de l'activité de fossoyage en régie à partir du 1<sup>er</sup> mai 2022.

## III. Budget annexe production d'énergie photovoltaïque

### A. Section de fonctionnement

	CA	Budgété		Taux		
En €	2021	2022	CA 2022	exé. 2022	Évolution	
Fonctionnement						
Dépense	3 003	12 710	3 077	24%	74	2%
Charges caractère général	2 978	11 600	3 077	27%	100	3%
Charges financières	25	1 100	-	0%	-25	-100%
Recette	19 695	34 000	25 647	75%	5 952	30%
Ventes	19 695	34 000	25 646	75%	5 951	30%
Investissement						
Dépense	82 555	43 898	9 970	23%	- 72 585	-88%
Immobilisations en cours	73 255	26 245	9 970	38%	-63 285	-86%
Immobilisations financières	1 000	-	-		-1 000	-100%
Immobilisations corporelles	8 300	17 653	-	0%	-8 300	-100%

Les **dépenses d'exploitation** comptabilisent les frais d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité et l'entretien dont principalement le nettoyage des panneaux photovoltaïques. Les **recettes d'exploitation** sont issues du produit de la vente d'électricité évoluent à la hausse en 2022 (+30,22%) du fait du remplacement de l'onduleur sur le groupe scolaire La Poterie et du niveau d'ensoleillement du début de l'été.

En **investissement**, les dépenses concernent l'achèvement de l'installation de panneaux photovoltaïques sur le gymnase Beauregard.

# GLOSSAIRE

<b>AC</b>	Attribution de compensation
<b>AP</b>	Autorisation de programme
<b>BP</b>	Budget primitif
<b>CA</b>	Compte administratif
<b>CCAS</b>	Centre communal d'action sociale
<b>CP</b>	Crédit de paiement
<b>DCRTP</b>	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
<b>DGD</b>	Dotation générale de décentralisation
<b>DGF</b>	Dotation globale de fonctionnement
<b>DM</b>	Décision modificative
<b>DMTO</b>	Droits de mutation à titre onéreux
<b>DOB</b>	Débat d'orientation budgétaire
<b>DRFiP</b>	Direction régionale des finances publiques
<b>DSC</b>	Dotation de solidarité communautaire
<b>DSP</b>	Délégation de service public
<b>DSU</b>	Dotation de solidarité urbaine
<b>FCTVA</b>	Fonds de compensation de la Taxe sur la valeur ajoutée
<b>FNGIR</b>	Fonds national de garantie individuelle de ressources
<b>FPIC</b>	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales
<b>ROB</b>	Rapport d'orientations budgétaires
<b>SPIC</b>	Service public industriel et commercial
<b>SPL</b>	Société publique locale
<b>TA</b>	Taxe d'aménagement
<b>TFNB</b>	Taxe foncière sur les propriétés non bâties
<b>TFB</b>	Taxe foncière sur les propriétés bâties
<b>TH</b>	Taxe d'habitation

Envoyé en préfecture le 06/07/2023

Reçu en préfecture le 06/07/2023

Affiché le

ID : 035-213502388-20230626-DCM\_2023\_0227-DE

